« Nous devons protéger nos frontières pour défendre nos démocraties » : Tribune du premier ministre britannique et de son homologue danoise, appellent à réformer la Convention européenne des droits de l’homme contre l’immigration illégale

10/12/2025 à 17h04



Cela se présente comme un « message fort » adressé aux « amis européens » pour lutter contre l’immigration illégale. Le premier ministre britannique, Keir Starmer, et son homologue danoise, Mette Frederiksen, appellent les Européens à réformer la Convention européenne des droits de l’homme, dans une tribune conjointe publiée dans le quotidien The Guardian, mardi 9 décembre.

Cette convention est un traité signé par les quarante-six Etats membres du Conseil de l’Europe, qui garantit le respect des libertés fondamentales. Sa bonne application est contrôlée par la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH).Cette

tribune venant des dirigeants de deux pays ayant considérablement durci leur politique migratoire est publiée à la veille d'une réunion informelle des ministres de la justice des pays signataires de la Convention européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, sur l'immigration et le rôle de la convention. Elle paraît également après que Donald Trump a déploré que l'Europe « se délabre » en ne luttant pas suffisamment contre l'immigration.

[…]

Le Monde

La tribune :

Nous devons protéger nos frontières pour défendre nos démocraties. Voici comment.

Keir Starmer et Mette Frederiksen



Voici le message fort que nous adressons à nos amis européens : si les gouvernements responsables ne prennent pas en compte

les préoccupations de leurs citoyens, les populistes l'emporteront.

Lorsque la confiance envers le gouvernement pour relever les défis actuels s'érode, notre sentiment d'appartenance commune peut commencer à se fissurer. En tant que Premiers ministres de deux grandes nations européennes, nous ne laisserons pas cela se produire.

La manière dont nous gérons les migrations irrégulières est au cœur de cette problématique, et nous savons que la réponse doit être à la hauteur du défi.

Les communautés doivent se sentir soutenues et non mises sous pression. L'asile accordé aux personnes fuyant véritablement la persécution restera toujours la marque des pays dignes et compatissants. Mais contrôler l'immigration est une mission essentielle de l'État et une exigence légitime du public.

C'est pourquoi nous prenons tous deux des mesures concrètes pour réformer le système d'asile. Le Danemark a montré l'exemple en la matière, avec des réformes rigoureuses mais justes qui ont porté leurs fruits.

L'année dernière, le nombre de personnes ayant obtenu l'asile au Danemark a été le plus bas en 40 ans , hors année 2020 marquée par la Covid-19.

Le Royaume-Uni a pris des mesures similaires. Après des années de mesures superficielles et de politiques inefficaces, nous agissons plus concrètement que jamais sur le plan national : expulsion massive des personnes sans droit de séjour et conditionnement de l'obtention d'un statut légal à l'intégration et à la contribution à la société, tout en plaidant pour une action internationale coordonnée.

Le système d'asile actuel a été conçu pour une autre époque. Dans un monde marqué par la mobilité de masse, les solutions d'hier sont obsolètes. Nous protégerons toujours les personnes

fuyant la guerre et le terrorisme, mais le monde a changé et les systèmes d'asile doivent évoluer avec lui.

Aujourd'hui, des millions de personnes sont en déplacement, non seulement parce que leur vie est en danger, mais aussi parce qu'elles aspirent à un avenir meilleur. Si nous ne tenons pas compte de cette réalité, nous manquerons à notre devoir envers les véritables réfugiés et les communautés qui, depuis trop longtemps, doivent s'adapter à des changements rapides.

Depuis des décennies, les citoyens de nos pays réclament des mesures concrètes. Nous agissons donc – non pas pour exploiter ces problèmes et attiser les ressentiments comme certains le font, mais pour trouver de véritables solutions.

Le meilleur moyen de lutter contre les forces de la haine et de la division est de montrer que la politique traditionnelle et progressiste peut résoudre ce problème.

Notre politique consiste à écouter les préoccupations légitimes et à agir en conséquence. Il ne s'agit pas de populisme creux, mais de démocratie. Nous sommes déterminés à démontrer que nos sociétés peuvent agir avec compassion tout en respectant l'ordre public et la justice.

Nous défendons cette position à travers l'Europe et la dynamique de changement s'intensifie. De plus en plus de pays adoptent des approches similaires, garantissant une protection aux réfugiés qui en ont besoin, tout en l'associant à des attentes claires en matière d'intégration et de contribution.

C'est ce que les citoyens attendent de leurs gouvernements : qu'ils contrôlent l'immigration et le séjour, et ce, selon leurs conditions. Nous l'avons compris. Et si vous commettez des crimes graves, vous perdez votre droit de séjour. Ce principe n'est pas extrême ; c'est du bon sens.

Au Royaume-Uni, les expulsions de délinquants étrangers ont

augmenté de 12 % depuis novembre dernier et nous modifions la loi pour expulser les criminels étrangers plus tôt dans leur peine – les retirant ainsi de nos rues, de nos prisons et permettant d'économiser l'argent des contribuables. Les migrations doivent être ordonnées, gérées et durables.

Les itinéraires irréguliers ne doivent pas être la solution de facilité ; il est donc impératif de démanteler les réseaux de passeurs qui exploitent le désespoir des populations. Ensemble, nous appelons nos amis à travers l'Europe à aller plus loin dans la résolution de ces défis communs.

Cette semaine, des ministres européens, notamment du Royaume-Uni et du Danemark, se réunissent à Strasbourg pour plaider en faveur d'une modernisation de l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme, afin que le système conventionnel, auquel nous croyons, puisse évoluer pour refléter les défis du XXIe siècle.

L'Europe a déjà affronté de grandes épreuves et nous les avons surmontées en agissant ensemble. Nous devons le faire à nouveau. Sinon, les forces qui cherchent à nous diviser se renforceront. Notre message est donc le suivant : en tant que gouvernements responsables et progressistes, nous mettrons en œuvre le changement que réclament les citoyens. Nous contrôlerons nos frontières pour protéger nos démocraties et rendre nos nations plus fortes que jamais dans les années à venir.

The Guardian